

NATHALIE DELAPALME

Directrice exécutive de la Fondation Mo Ibrahim

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Je me concentrerai, si vous le permettez, sur la crise du Covid mentionnée dans votre introduction et son impact spécifique sur l'Afrique, près de 18 mois après son déclenchement. Tout d'abord, nous ne pouvons pas considérer, du moins en Afrique, que nous sommes entrés dans l'ère post-Covid. Au niveau sanitaire, l'impact est sans aucun doute apparu plus tard et reste, jusqu'à présent, moins sévère. Mais les inquiétudes pour l'avenir ne cessent de croître, avec un taux de vaccination très bas et l'apparition de nouveaux variants. Aux niveaux économique et social, l'impact est bien plus fort que dans d'autres régions. D'un autre côté, l'histoire nous a montré qu'il n'y a pas de changement sans crise, et celle-ci représente probablement une excellente opportunité pour repenser les modèles actuels de croissance en Afrique.

Au niveau de la santé, l'impact est plus tardif et plus profond que prévu. Pourquoi plus tardif et plus profond ? Le retard est dû à l'action remarquable, essentielle et immédiate du CDC Africa, tirant les leçons de l'expérience Ebola, et soutenu par un leadership politique fort, tant au niveau de l'Union africaine que dans de nombreux gouvernements. En effet, la plupart des pays d'Afrique ont imposé des interdictions de voyager parmi les plus rapides au monde, ont déployé des dispositifs de traçage sans tarder et ont mis en place des mesures restrictives de confinement.

De nombreux observateurs ont vu une corrélation potentielle avec la structure démographique jeune, les spécificités climatiques et une possible immunité issue de la lutte contre la malaria. Le climat n'est pas un facteur, mais la recherche s'intéresse aux corrélations entre l'âge et la malaria. En effet, la première vague est apparue relativement tard et est d'abord restée modérée par rapport à d'autres régions. Cependant, alors que la plupart des régions sont aujourd'hui sur la voie de la guérison, de nombreux pays africains en sont encore à leur quatrième vague, avec un rythme qui s'accélère. Au 1^{er} mai, on comptait un peu plus de 4,56 millions de cas enregistrés. Exactement quatre mois plus tard, au 1^{er} octobre, nous en sommes à 8,32 millions, ce qui représente une hausse de plus de 80 %. De plus, pour être honnête, nous ne disposons que des données enregistrées et nous devons rester prudents à cet égard car nous connaissons tous les faiblesses des systèmes d'enregistrement d'état civil en Afrique : seuls quatre pays sur 54 ont un système décent pour recenser les décès et la moitié des enfants nés en Afrique ne sont pas répertoriés.

Retardée peut-être, mais aussi plus profonde. Pourquoi ? Tout d'abord parce que la pandémie a révélé les fragilités des systèmes de santé du continent africain. Prenons l'exemple des ressources humaines : un docteur né en Afrique sur quatre travaille actuellement dans un pays à haut revenu. En Afrique subsaharienne, on compte moins de deux médecins pour 10 000 habitants, contre 34 en Europe. Viennent ensuite les problèmes



d'infrastructures et de logistique, y compris l'accès à une énergie fiable et à de l'eau propre. En Afrique subsaharienne, on compte en moyenne 135 lits d'hôpital pour 100 000 personnes. 40 pays ne disposent pas d'un seul ventilateur pour tout le pays et seulement 25 % des établissements de santé ont un système électrique fiable. Cette faiblesse est probablement la conséquence d'un engagement national jusqu'à présent insuffisant. En 2018, les pays d'Afrique subsaharienne ont consacré moins de 2 % de leur PIB à la santé publique, soit le deuxième niveau le plus bas au monde. Cela peut être lié à une surdépendance vis-à-vis des donateurs, qu'il s'agisse d'institutions multilatérales, de partenaires bilatéraux ou de grandes fondations.

Le deuxième point est que l'impact du Covid a entraîné une recrudescence d'autres virus souvent plus virulents, comme le VIH, la malaria et la tuberculose, à cause de l'effet d'éviction provoquée par la priorité accordée au Covid. Les études actuelles estiment que pour la tuberculose, nous pourrions retomber au niveau d'il y a dix ans. C'est une véritable source d'inquiétude.

Enfin, il y a surtout le scandale actuel de l'iniquité vaccinale, dont nous avons beaucoup parlé au cours des deux derniers jours. Il faut garder à l'esprit que l'Afrique représente près de 20 % de la population mondiale, mais moins de 3 % de la population vaccinée. À l'heure actuelle, le taux de vaccination de la population africaine atteint à peine les 7 %, contre 70 % dans les pays du G7. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les travailleurs de la santé.

À présent, si l'on regarde le paysage économique et social, l'impact est très grave, plus que partout ailleurs. Au niveau économique, c'est un coup dur, avec une sorte de double effet de confinement. On pourrait parler de double peine, car les citoyens africains ont été confinés dans leur propre pays, et parce que l'Afrique a été confinée du ou par le reste du monde. L'Afrique est entrée en récession pour la première fois en 25 ans, avec une contraction de près de 2 % au niveau continental en 2020. Même si certains pays ont encore une croissance positive – comme Lionel Zinsou l'a souligné hier – et que 12 pays africains ont en effet enregistré une croissance en 2020 – et même si en 2021 la croissance projetée de près de 5% est supérieure aux projections initiales, nous sommes cependant toujours en deçà de 150 milliards par rapport aux projections pré-pandémie pour 2021.

Deuxièmement, la reprise sera plus lente et inférieure aux projections pré-pandémie jusqu'à 2024, avec une perte actuelle sur les années jusque-là estimée à 850 milliards de dollars par une projection récente du FMI. Certains pays d'Afrique pourraient mettre au moins sept ans à retrouver leur niveau d'avant la pandémie. Un des points à souligner ici est l'inégalité croissante entre les pays du continent. Je me permets de le souligner parce que cette inégalité croissante est une source d'inquiétude et une garantie d'instabilité. Pourquoi cet impact disproportionné sur l'économie ? Ici encore, nous constatons une dépendance excessive envers la demande extérieure qui s'est complètement effondrée pendant un temps, que ce soit pour les marchandises ou le tourisme, un secteur clé de la croissance en Afrique, avec des perspectives d'emploi local essentielles sur les dix dernières années.

Au niveau social, que constatons-nous ? Un impact également très lourd, menant également à une croissance des inégalités, cette fois au sein des pays. En termes d'éducation, comme



partout dans le monde, les enfants et les étudiants ont manqué l'école pendant 28 semaines en moyenne, ce qui correspond à la moyenne mondiale. Mais la grande différence en Afrique est l'absence d'outils d'apprentissage à distance, si bien que ces élèves et étudiants ont en fait perdu une année entière d'éducation. Cela a eu un impact particulier sur les filles car les études montrent que de nombreuses filles déscolarisées sont tombées enceintes et ne retourneront pas à l'école, c'est donc un phénomène à surveiller. Il y a effectivement un impact spécifique lié au genre avec une augmentation de la violence envers les femmes.

De façon plus générale, le nombre de personnes pauvres augmente. La CEA prévoit que 40 % de la population totale du continent sera en situation d'extrême pauvreté en 2021. L'insécurité alimentaire a empiré, la crise du Covid venant s'ajouter à l'une des pires invasions de criquets des 70 dernières années. La situation a été aggravée par les confinements car beaucoup de gens n'ont pas pu sortir acheter de la nourriture ou n'ont pas pu aller cultiver ce qu'ils devaient récolter. Là aussi, il y a une dépendance excessive à l'égard des importations, avec une moyenne de 80 % de produits alimentaires importés.

Par ailleurs, la plupart des pays africains n'avaient pas la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour mettre en place des plans pour atténuer l'impact social et économique du Covid. Dans la mesure où une large part des ressources fiscales provient des douanes, les pertes évaluées suite au Covid sont supérieures à 35 % des ressources fiscales pour 2020.

Enfin, la charge de la dette est très complexe, la Chine étant devenue le plus grand créancier bilatéral, et quand on parle de la Chine, on parle de plusieurs créanciers chinois, ce qui rend la résolution du problème assez compliquée.

Ce tableau plutôt austère ne doit pas mener à une conclusion pessimiste. En fait, au contraire, il y a un aspect positif à cette lourde crise actuelle. En mettant à jour les vulnérabilités et déficiences de la plupart des modèles économiques et sociaux courants en Afrique, effectivement mis en avant par le Président Kagame hier, à savoir une dépendance excessive à la fois à l'égard de la demande extérieure et aux marchandises importées, cette crise générale a été un signal d'alarme. Pour reprendre une expression très usitée, « Il ne faut jamais gâcher une bonne crise ». Nous savons tous qu'il n'y a pas de changement profond s'il n'est pas déclenché par une crise profonde. Autrement, les peuples ne voient l'intérêt ou la nécessité de changer quoi que ce soit dans leur façon de fonctionner.

Prenons l'exemple des vaccins. Tout à coup, la santé a changé de statut en matière de politique publique, passant d'un élément jusqu'à présent laissé aux donateurs à quelque chose qui relève de la sécurité intérieure et à la nécessité d'assurer ce que l'on appelle désormais la souveraineté sanitaire. C'est un changement essentiel. D'abord, il y a eu le souhait et même l'exigence d'être capable d'acheter les vaccins nécessaires. Mais quand il s'est avéré que c'était impossible à cause de la rétention par d'autres pays, il y a eu un besoin et un engagement de construire rapidement une plus grande capacité de fabrication de vaccins, accompagnée d'une analyse de rentabilité. Il existe un marché en Afrique pour cette capacité de fabrication de vaccins et cela créera de l'emploi localement.

Pour conclure, permettez-moi d'insister sur deux points liés à toutes les discussions menées ces deux derniers jours. Le premier est l'évidente interconnexion de la situation en Afrique



au niveau mondial, que ce soit à propos de la santé, de l'économie ou de la sécurité. Si l'Afrique reste à ce niveau de vaccination, elle deviendra un incubateur pour d'autres variants. Si la reprise économique ne s'accélère pas, le continent n'aura jamais les moyens d'une croissance économique écologie et durable. Enfin, et ce n'est pas négligeable, la sécurité et la stabilité. Madame la Première ministre, vous avez souligné qu'en effet 70 % de la population africaine a moins de 35 ans, mais si ces jeunes gens continuent à ne voir que des perspectives réduites, cela ouvre la voie à davantage de mouvements migratoires non contrôlés, une attractivité toujours plus grande du terrorisme et des réseaux criminels, des troubles sociaux et des conflits. Le deuxième point est que, dans ce paysage profondément transformé, nous devons avoir conscience des mouvements vers des nouveaux partenariats, de nouvelles alliances et équilibres géostratégiques avec la Russie, la Chine, la Turquie et les États du Golfe arrivant sur le continent africain pour tirer le meilleur parti de ce nouveau paysage. Merci.